

m la

les
nouvelles
de
Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 767 - 21 avril 2004

Prix : 0,38 €

*C'est par
des informations
étendues
et exactes que
nous voudrions
donner à toutes
les intelligences
libres, le moyen
de comprendre
et de juger
elles-mêmes,
les événements
du monde.*

Jean Jaurès



**18 avril
1904
Jaurès crée
l'Humanité**

**Vite
lu**

L'actualité départementale et nationale fournie nous permettra par ce nouveau numéro des "Nouvelles" d'aborder de grandes questions parmi lesquelles, la situation d'EDF GDF avec l'acharnement dont fait preuve le gouvernement à casser l'entreprise publique. Nous regarderons également vers la Sécurité sociale toujours sous les feux de ce même gouvernement.

A quelques 6 semaines de la Fête des "Nouvelles" nous leverons le voile sur son contenu en présentant dans un premier temps quelques initiatives déjà engagées. En dernière page enfin, nous abordons le succès remporté par les chômeurs de Marseille, qui, par le jugement qui vient de leur être rendu, marquent un point important contre tous ceux, patronat, gouvernement et syndicats signataires de l'accord UNE-DIC qui avec la mise en place du PARE, les avaient exclus de toute indemnité.

● Construire avec le peuple une alternative antilibérale

Le succès des 21 et 28 mars, c'est d'abord celui des hommes et des femmes qui ont exprimé leur colère, leur souffrance sociale tout au long de ces derniers mois. C'est le succès de celles et ceux qui ont été dans la rue contre les projets du gouvernement. C'est leur victoire à eux. C'est en même temps un vote de rejet et un vote motivé. Les électeurs ont voulu dire stop, mais ont aussi lancé un appel: "Où sont les solutions pour que nos vies quotidiennes changent ?". Ce vote est un vote de dignité face au mépris de la droite et du patronat. C'est un vote qui redonne à voir que la recherche de solutions passe aussi par la politique. Les hommes et les femmes qui étaient dans la rue, auraient pu s'abstenir ou se contenter de protester; ce n'est pas ce qu'ils ont fait. Ils ont pensé que face à la droite, il fallait redonner du champ à la gauche. Pas un blanc-seing, du champ pour qu'il se passe quelque chose à gauche.

C'est un vote qui redonne de grandes responsabilités à la gauche. D'abord dans la gestion même des régions. Est-ce que demain, on décide partout de créer des fonds régionaux de sécurité d'emploi et de formation pour que l'argent public n'aille plus aux entreprises pour licencier et délocaliser? Est-ce que partout, on déclare les régions zones de non-exclusion locative? Est-ce que partout, on commence à travailler pour des pôles de services publics?

Deuxièmement, il y a à poursuivre la présence dans les luttes. Face à ce pouvoir, il faut que les régions et les élus soient autant de pôles de résistance. Par exemple, puisque la gauche est majoritaire dans presque toutes les régions, elle a les moyens de dire: "Non! Nous n'acceptons pas le démantèlement des missions publiques de l'État, nous voulons pour chaque citoyen l'égal accès aux droits partout."

Et surtout, il y a responsabilité à gauche sur la construction d'une alternative politique réelle. Et là, il faut surtout faire en sorte que notre peuple soit partie prenante de la construction de cette alternative antilibérale.

En bref

En bon chef de famille

Il semblait plus facile à Nicolas SARKOZY d'obtenir des résultats quand il était Ministre de l'Intérieur que maintenant qu'il est le locataire de Bercy à en croire ses prestations à l'Assemblée nationale où la moutarde lui monte facilement au nez. C'est vrai qu'un petit radar supplémentaire par ici, un petit contrôle par là, ça c'était du boulot de bon père de famille, mais maintenant, un petit point de croissance, un point de moins de chômage... Il faut aller les chercher, sans être sûr de les trouver.



Les Bijoux de famille (1)

A entendre notre Ministre des Finances, il suffit de prendre l'argent où il est pour régler les problèmes. Quoi de plus simple en somme... Mais où donc est l'argent selon vous ? Dans les mains de ces quelques grandes fortunes nationales qui pillent le pays où à la bourse ? Non. Il est tout simplement dans les caves

de la Banque de France où sont entreposées nos réserves d'or. C'est ainsi que Nicolas SARKOZY décide de vendre les réserves de la France et après... quand les bijoux de famille sont vendus, que reste-t-il derrière ?...

Les Bijoux de famille (2)

Cela faisait si longtemps que la droite et le patronat en rêvaient : privatiser l'EDF. Et bien c'est dans les grandes lignes de l'action de notre nouveau Ministre des Finances qui, précaution de langage faisant, n'utilise pas le mot "privatiser" mais "modification du statut de l'entreprise", pour expliquer, malgré le refus déterminé des agents, que l'EDF ne sera plus l'entreprise nationale que notre pays s'est donné et qui répond malgré les nombreux coups portés à la notion de service public de l'énergie. A en croire même les plus réactionnaires comme les américains, la privatisation de l'énergie se révèle souvent catastrophique. Qu'importe notre fougueux ministre fonce...

La cohésion sociale d'après BORLOO

A peine nommé Ministre de la Cohésion sociale, le nouveau locataire de l'ex ministère de François FILLON a entendu ce que son chef de l'Elysée a dit "il faut faire du vent le plus rapidement possible". Aussitôt dit aussitôt fait, le gars du Nord met un plan sur orbite, un plan qui en dix semaines, va traiter de la crise du logement, de la crise de l'école, des écarts entre les territoires, des problèmes du RMI, de l'intégration pour ne citer que les principaux points, et tout cela en faisant appel aux autres c'est-à-dire aux villes, aux régions, aux départements... En un mot "Je mets le doigt sur la question et je fais payer les autres" Pas bête, le gars du Nord mais il fait poser une question ? Qu'a fait François FILLON en deux ans à la tête du Ministère des Affaires sociales s'il reste autant de questions en suspens ?

Durs, durs les lendemains d'élections

Notre nouvel ancien Premier Ministre est au plus bas de sa popularité depuis qu'il détient les clés de Matignon. Il est vrai que le paletot que lui a enfilé Chirac le soir de son intervention télévisée n'est pas pour arranger une situation déjà au plus mal. Que ce dernier se rassure, il est dans une aussi inconfortable position si l'on en croit les différentes enquêtes d'opinion réalisées ces dernières semaines.

De vous à moi

Ceux qui croient que la politique c'est pareil que le sport, en auront été pour leurs frais ces dernières semaines. En effet, Chirac et consorts au lendemain de la déroute électorale de la droite aux régionales auraient pu appliquer ce vieux principe sportif qui fait que si on ne change pas une équipe qui gagne, on la change à contrario quand elle perd.

Et bien, c'est raté : élections perdues, équipe maintenue.... Allez donc savoir ce qui se passe dans la tête de notre stratège de l'Elysée au lendemain du 28 mars ?

Ne soyons pas mauvaise langue pour cela. J'ai, comme vous, entendu la prestation télévisée du chef de l'état qui répondait aux gentilles questions des gentils journalistes et j'ai retenu, comme vous aussi, les critiques précises, ciblées et nombreuses à l'égard de l'ancien Premier Ministre de la France qui n'avait pas su, pas fait, pas voulu entendre et je ne sais quoi encore. Il était vraiment à jeter comme un kleenex, cet ancien Premier Ministre de notre cinquième république qui voulait laisser les chercheurs s'expatrier, qui voulait réformer la sécu sans que le Parlement en débattenne, qui n'avait pas voulu entendre les problèmes des intermittents du spectacle et l'exception française dans ce domaine, qui avait laissé les chômeurs dans un tel désarroi après la mise en place des nouveaux règlements décidés par quelques syndicats réformistes à la tête desquels, la CFDT. Il fallait le jeter, et bien il a été reconduit...

Une chose est sûre, pour la galerie, le responsable, c'est bien le Premier Ministre. Mais il reste. Il reste peut-être parce que il n'y a pas en ce moment, la queue pour prendre la place mais il reste. Il reste, bien que mauvais au goût de son géniteur. Il reste, avec sa mauvaise équipe et il reste, a dit le Président pour faire la même politique, pour "finir le travail commencé" c'est-à-dire casser la sécurité sociale, privatiser l'EDF et je ne sais quel mauvais coup encore.

Nous sommes donc bien prévenus et si les Françaises et les Français ont clairement dit les 21 et 28 mars "ça ne va pas" les oreilles de l'Elysée elles, n'ont pas entendu le bruit, le message... Je ne crois pas, après réflexion, que ce soit seulement une question d'âge pour notre Président.

Y.C

Sécu : le printemps de tous les dangers



Le nouveau ministre de la Santé, Philippe Douste-Blazy fait marteler le message: "Privatiser la Sécu, ce sera sans moi!"

Jeudi, avant de le nommer en remplacement de Jean-François Mattéi, le président de la République avait annoncé que la réforme se ferait coûte que coûte, tout en excluant pour la première fois avec netteté le recours aux ordonnances. Averti par les électeurs, le gouvernement tente donc de poursuivre son chemin, il sait pourtant qu'il avance sur un champ de mines. Jacques Chirac a demandé d'adapter la méthode mais le cap fixé reste le même: une réforme drastique qui vise uniquement à réduire l'offre de soins remboursée par la Sécurité sociale.

Le ministre de la Santé joue sur les mots quand, d'une main, il repousse avec horreur la "privatisation de la Sécu" et de l'autre donne son feu vert à de nouveaux déremboursements de médicaments. Car le problème n'est pas de savoir s'il demeurera en France un secteur public voué au déclin et à la pénurie, mais de savoir si notre système de santé publique demeurera en capacité d'offrir à tous, dans l'égalité et la solidarité, l'accès à des soins de qualité. Quand le gouvernement dérembourse, sans toucher aux énormes pouvoirs des groupes pharmaceutiques, sans réorganiser l'efficacité des systèmes de prévention, il se contente en réalité de faire des économies en alimentant les inégalités. Quand il généralise la tarification à l'activité dans les hôpitaux, il encourage les secteurs les plus lucratifs à l'activité hospitalière, ce qui revient de fait à favoriser la marchandisation de la santé contre les principes d'égalité d'accès aux soins.

Le problème du gouvernement est, qu'après les résultats électoraux, il va lui être de plus en plus difficile de faire prendre des vessies pour des lanternes. C'est lui qui est aujourd'hui sur la défensive. L'espoir a changé de camp. Plus que jamais, les électeurs, les salariés, les syndicats, les associations attendent des actes. Des actes qui s'inscrivent en rupture avec les choix antérieurs. Jacques Chirac a fait quelques concessions, mais elles ne suffiront pas à rendre crédible le Premier ministre aux yeux des Français si le cap global est maintenu. Les Français sont aujourd'hui en droit de demander des comptes au gouvernement sur tous les dossiers, l'assurance maladie, l'indemnisation du chômage, le régime des intermittents du spectacle, les moyens de l'école, l'état de la recherche, le contrôle des fonds publics versés aux entreprises au nom de l'emploi...



Elections européennes 2004

C'est le 11 juin prochain que les électeurs de notre pays comme l'ensemble de ceux de la communauté européenne, auront à se prononcer sur le renouvellement au suffrage universel du Parlement européen. L'élargissement de l'Union européenne va modifier le nombre de sièges attribués à la France qui était de 87 députés en 1999 sur les 626 que compte l'Assemblée.

Quelles modalités de vote ?

Le scrutin s'effectue par listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, en un seul tour et dans le cadre d'un découpage électoral de la France en 8 grandes circonscriptions.

Le nombre de sièges par circonscription est fixé par décret. Les sièges sont répartis entre les listes ayant obtenu plus de 5% des suffrages exprimés. Ils sont attribués selon l'ordre de présentation de la liste. Les bureaux de votes seront ouverts jusqu'à 18 heures voire 20 heures dans les grandes villes sur décisions préfectorales.

Les circonscriptions électorales :

Circonscription Ouest : Régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou Charente.

Circonscription Nord Ouest : Régions Basse Normandie, Haute Normandie, Nord /Pas de Calais et Picardie

Circonscription Est : Régions Alsace, Bourgogne, Champagne Ardenne, Lorraine et Franche Comté

Circonscription Sud Ouest : Régions Aquitaine, Languedoc Roussillon et Midi Pyrénées.

Circonscription Sud Est : Régions Corse, PACA et Rhône Alpes.

Circonscription de l'île de France

Circonscription Outre mer : départements et territoires d'Outre mer.

La constitution des listes de candidats :

Le Conseil national comme le Conseil départemental souhaitent que nos listes soient clairement identifiées " communiste " avec le souci de l'ouverture à des personnalités de rassemblement issues du mouvement social ou syndical. Elles doivent également être à parité hommes/femmes. Sur la vingtaine de noms titulaires que devrait comporter la liste de notre circonscription (le décret n'est encore pas paru) deux pourraient être issus de notre département.

Les Communistes devraient selon les orientations prises par le Conseil départemental du 5 avril, donner leur avis sur les propositions de candidatures lors d'Assemblées générales de section, fin avril.



La constitution des listes de candidats :

Le Conseil national comme le Conseil départemental souhaitent que nos listes soient clairement identifiées " communiste " avec le souci de l'ouverture à des personnalités de rassemblement issues du mouvement social ou syndical. Elles doivent également être à parité hommes/femmes. Sur la vingtaine de noms titulaires que devrait comporter la liste de notre circonscription (le décret n'est encore pas paru) deux pourraient être issus de notre département.

Les Communistes devraient selon les orientations prises par le Conseil départemental du 5 avril, donner leur avis sur les propositions de candidatures lors d'Assemblées générales de section, fin avril.



l'Humanité

pour des futurs d'Humanité...



RENAULT

En juin
Les jours plus loin



Reprise Argus +
ou remise
1 300 €

Offre de remise ou de reprise Argus (conditions générales Argus diminuées des charges professionnelles et des éventuels frais de remise à l'état standard) non cumulable, réservée aux particuliers du 2 au 30 juin 2003 pour l'achat d'une Renault Clio neuve.

Consumption mixte (en l/100 km) : minimum 4,2 - maximum 6,1. Émissions CO₂ (en g/km) : minimum 110 - maximum 194.



RENAULT SAINT-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE

380, Route de la Côte d'Amour - Océanis

02 40 17 20 20

ET SON RESEAU D'AGENTS



Navale

Navale : Les élus doivent prendre un engagement clair, pour son avenir à Saint-Nazaire.

André Fadda (1) nous a fait parvenir son appréciation sur le développement de la solidarité, convaincu qu'il existe un avenir à la Construction navale dans l'agglomération nazairienne. Voici son texte :

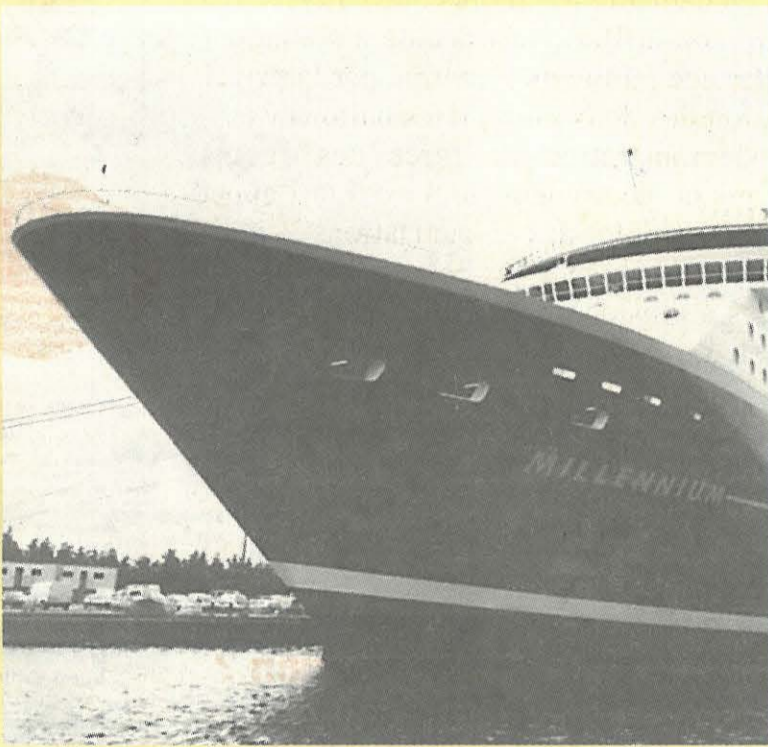
"En un an, 6000 emplois ont été supprimés dans les entreprises sous-traitantes de la Construction Navale. Les salariés des entreprises BMA, SAMA SERMI et ERBOS sont mobilisés pour ne pas basculer dans la précarité et le chômage.

L'USM CGT, a multiplié les actions et les contacts afin que les pouvoirs publics, les acteurs économiques et sociaux de ce bassin sinistré se retrouvent autour d'une table pour la mise en place d'un dispositif ambitieux et solide qui permette de sauvegarder les compétences des salariés et la continuité du contrat de travail sous forme de formation de longue durée avec maintien de la rémunération.

Le 20 février 2004, une délégation de l'USM CGT, composée de salariés des trois entreprises évoquées, a été reçue par les Elus Communistes et Républicains de la CARENE composée d'Hubert DELAHAIE, Président du groupe, Roger DAVID maire de Saint-Malo-de-Guersac, Jean-Louis LE CORRE Maire de Trignac et Christian SAULNIER Maire adjoint de Saint-Nazaire.

L'engagement pris, par les Elus communistes, était clair et précis : soutenir les salariés et leurs familles, d'une part en intervenant auprès des pouvoirs publics et en leur donnant dans chaque commune les aides financières et matérielles et les conseils nécessaires, d'autre part. Cette réunion a été un "ballon d'oxygène", elle a apporté un cadre à la solidarité concrète.

Soucieux de solliciter l'ensemble des élus de l'agglomération, le mardi 24 février, les salariés décident d'une intervention au Conseil



communautaire de la CARENE. Une cinquantaine d'entre eux demandait à Joël BATTEUX, Président de la CARENE, un droit de parole.

Celui-ci a d'abord refusé, prétextant que l'intervention devait être écrite et lue par un Conseiller communautaire et qu'il avait entre les mains un communiqué de la CGT et qu'il pouvait le lire. Pour le collectif, cela a été ressenti comme une atteinte au droit des citoyens à s'exprimer.

Il a fallu donc s'imposer par la parole, sans micro, afin d'exprimer notre point de vue et faire valoir nos demandes. Hubert DELAHAIE et Jean-Louis LE CORRE, au nom du groupe Communiste et Républicain ont relayé nos demandes, ce qui a valu des applaudissements du collectif des salariés.

Par contre, le député Claude EVAÏN, Président du Groupe Socialiste et Divers Gauche a montré dans son intervention à quel point, il reproduit la même erreur que lorsqu'il était Ministre : la sourde oreille aux revendica-

tions ouvrières. Il a même osé rappeler au Président, le non respect du règlement intérieur, car Joël BATTEUX avait fini par accepter notre expression publique dans le cadre du Conseil. Ce comportement n'est pas une surprise pour les salariés en lutte....

Enfin Christian JAMES, Président du Groupe des élus Verts s'est rallié aux Elus Communistes et républicains pour que des solutions rapides soient trouvées pour les salariés licenciés et l'avenir de la construction navale.

L'avenir des salariés, de la Navale et du bassin d'emploi nécessite une mobilisation claire de l'Etat, des élus de la CARENE, mais aussi des acteurs publics et privés de la filière maritime pour stabiliser la situation et permettre à la construction navale nazairienne de rester l'un des moteurs du développement de notre territoire."

(1) André Fadda, Secrétaire général de l'Union Syndicale Multiprofessionnelle (USM CGT) des Chantiers de l'Atlantique.



Un mandat bien rempli

"C'est un au revoir et non un adieu" comme le titrait la presse locale qui ainsi rendait un hommage à Daniel LEMASSON qui a quitté ses responsabilités de Secrétaire général de l'Union Locale de Saint-Nazaire après 22 années passées, à sa tête.

Daniel aura indiscutablement marqué de son empreinte la vie syndicale de la cité de construction navale.

Ce breton entre à 15 ans comme apprenti à l'Aéro de Saint-Nazaire et est mis tout de suite dans l'ambiance de l'action, dès son retour du service militaire, avec le long conflit des mensuels des Chantiers. C'est ensuite 1968 et très rapidement, il prend ses premières responsabilités syndicales en tant que délégué du CHSCT de son entreprise. A la commission des jeunes syndicalistes de la CGT de la métallurgie, puis au secrétariat du syndicat de l'Aéro, il devient en 1982, Secrétaire de l'UL CGT en remplacement de Guy TEXIER.

Ces 22 années, Daniel y revient avec simplicité comme est l'homme, " C'est une formidable école de la vie, car on touche à tout, à l'économie, aux hommes ". Il se souvient des gros conflits qui ont marqués la localité nazairienne, la Construction navale bien sûr, mais aussi toutes ces petites entreprises de la Turballe à Pornic, de la réparation navale, de la chimie, du port, ou du commerce . A chaque fois, Daniel a su s'investir avec détermination et efficacité ce qui faisait de lui un syndicaliste reconnu et apprécié.

Sportif et dirigeant de volley, Daniel n'a pas perdu pied dans le syndicalisme, il espère continuer à y militer à un autre niveau.

Christian DUVAL, Secrétaire du syndicat des Chantiers a été élu à la tête de l'union locale. Souhaitons à Daniel et Christian dans leurs nouvelles fonctions, bon courage et la réussite dans leur attributions.

SARL POMPES FUNEBRES ATLANTIQUE

Patrick LE ROGNON



24 H sur 24
7 jours sur 7

02 40 01 86 88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrats d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité
- Convention retraités C.G.T.

SAINT-NAZAIRE et sa région

5, place F-Blanco - 02 40 01 86 88



Des chiffres sinon rien

Plusieurs courriers nous sont parvenus à propos du dernier numéro des "Nouvelles" consacré aux résultats et analyses des élections cantonales et régionales sur le département. Nous avons décidé, à tort ou à raison, de ne pas étaler une multitude de chiffres, ce qui aurait été fastidieux et aurait fait doublette par rapport aux colonnes de la presse quotidienne régionale et nationale. Notre choix était donc d'apporter un commentaire sur la situation des villes et des cantons.

Deux courriers ont retenus notre attention sur les conséquences de ces choix :

Le premier concerne l'oubli que nous avons fait de ne pas citer l'excellent score de notre ami Yves BLAIS dans sa commune de Saint-

Vincent-des-Landes où il réalise 25,14% des voix à l'élection cantonale - oubli involontaire et corrigé.

Le second provient de Saint-Malo-de-Guersac, commune pour laquelle, nous n'avions pas indiqué le résultat du deuxième tour de l'élection régionale où la liste de gauche avec 78,75% des voix, obtient le deuxième plus fort score du département - précision donnée.

Nous remercions nos lecteurs pour leur avis qui permettent à notre journal de mieux répondre à leur demande et de corriger des oublis ou erreurs toujours possibles dans la rédaction des "Nouvelles". Si vous avez des avis ou des commentaires à nous faire parvenir : n'hésitez pas, écrivez nous.

EDF GDF doivent rester des entreprises publiques



Affaibli certes par les résultats électoraux, il n'en demeure pas moins que l'Elysée via Matignon et Bercy est décidé à s'attaquer au service public de l'énergie par la privatisation des deux entreprises nationales. La démonstration de force des agents gaziers et électriciens, le 8 avril, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales, doit amener les responsables politiques à plus de prudence dans leur orientation de casse. Pourtant, Nicolas SARKOZY, égal à lui-même dans la provocation, déclare que l'affaire sera réglée avant l'été. L'action des salariés mais, au-delà, de l'ensemble de la population sera donc déterminante dans les jours et les semaines qui viennent.

Pourquoi les Communistes s'opposent-ils à la privatisation ?

La privatisation de GDF et EDF priverait les populations d'un service public essentiel et le pays d'un outil décisif pour sa politique industrielle et d'aménagement. Ce serait également la remise en cause du principe d'égalité d'accès aux sources d'énergie. La privatisation se fera au détriment d'un développement sur le long terme et de l'indépendance énergétique de la France, elle mettrait en cause la sécurité, les questions d'environnement, de renouvellement des ressources et d'aménagement.

Il faut développer et moderniser EDF et GDF.

Les Communistes proposent une série de dispositions pour que EDF et GDF puissent jouer totalement leurs rôles économique et social :

- Donner de véritables pouvoirs de décision aux salariés, aux usagers et aux élus locaux pour qu'ils participent réellement à la gestion de l'entreprise.
- Faire vivre le droit à l'énergie pour toutes et tous, dans la vie concrète des résidents des territoires, notamment par le maintien du coût égal pour tous, et favoriser ce droit au-delà, à l'international, par de véritables coopérations.
- Construire sans attendre, de nouveaux moyens de production pour éviter aux usagers et aux activités économiques, le risque probable de coupures d'électricité.
- Poursuivre l'effort de recherche et de développement afin de maîtriser l'avenir énergétique.
- Réaliser la fusion totale EDF et GDF à l'image de la fusion EON Ruhrgas en Allemagne.

Le Parti communiste est déterminé à tout mettre en œuvre pour rassembler dans l'action afin d'imposer au gouvernement qu'il revienne sur le sabotage du statut d'EDF et GDF. C'est dans la mobilisation sociale, dans les luttes et dans les urnes que les femmes et les hommes, dans notre pays, deviendront les acteurs décisifs de la construction de l'alternative anti-libérale. Le PCF sera de toutes les mobilisations à l'exemple du 8 avril pour que EDF et GDF restent des entreprises publiques.



Changer la société... cela a-t-il encore un sens en politique ? Si oui, que faire et comment faire ?



Marie-George Buffet, dans des échanges profonds et vifs prend le temps de s'expliquer. Pour que l'espoir remonte la pente, pour battre la droite durablement, pour contrer les logiques libérales et capitalistes, pour répondre aux besoins et aux aspirations, il faut du courage et de l'audace.

Entretiens avec : Michel Cool, Kathleen Evin, Pierre Laurent, Bernard Loche.

Disponible dès le 22 avril en librairie. 10 euros Le Cherche Midi - éditeur

Après les urnes la fête

Dans de nombreuses communes du département, des initiatives conviviales se tiennent au lendemain des élections cantonales et régionales pour fêter les résultats. De Montoir aux cheminots, de Savenay à Couëron, les importantes participations font chaud au cœur et augurent de potentialités nouvelles pour l'action politique des citoyens avec le Parti Communiste Français. A Montoir où étaient réunis autour des trois nouveaux Conseillers régionaux communistes, Michèle PICAUD, Gilles BONTEMPS et Hubert DELAHAIE, quelque 200 personnes, les discussions allaient bon train. "Nous n'avions pas réuni une telle assistance depuis 1975 après l'élection de 5 Conseillers municipaux à Montoir" nous confiait Hubert DELAHAIE. Quand au contact, à la discussion, pas de sujet tabou. "La stratégie que les Communistes ont choisie en allant sur une liste de rassemblement de la gauche s'est avérée la meilleure" déclarait un camarade. "Nous devons maintenant faire vivre avec la plus grande efficacité, la présence de 3 Conseillers régionaux dont un Vice président de notre département dans l'enceinte régionale" reprenait un participant. "Voilà de vrais points d'appui pour notre action" rappelait un autre... Autant de réflexions prises au milieu de cette large assemblée où se côtoyaient adhérents ou non du Parti Communiste dans un même élan de joie et de perspectives. A Savenay, autour d'un apéro, l'ambiance était également au beau fixe. Jean-Yves MARTIN avait réussi à réunir à ses côtés, lors de cette soirée, des gens qui avaient tous, joué un rôle dans la campagne électorale et dans cette élection. Les uns s'étaient beaucoup investis pour consolider au dessus de 5%, le score du candidat communiste sur le canton, d'autres avaient tenu à faire partie du Comité de soutien et appeler à voter pour Jean-Yves MARTIN. D'autres enfin, avaient voté pour lui simplement mais avaient tenu à être présents en tant qu'artisans du résultat. Là aussi comme à Montoir, ils et elles étaient ou pas au Parti Communiste mais tous se retrouvaient bien ensemble pour envisager les suites. L'un d'entre eux disant "Je suis venu pour arroser cela mais aussi pour signer en adhérent au Parti Communiste". De nombreuses autres initiatives sont prévues dans les jours et semaines qui viennent. Dans la mesure de nos possibilités et de leurs connaissances, nous ne manquerons pas de leur ouvrir nos colonnes.

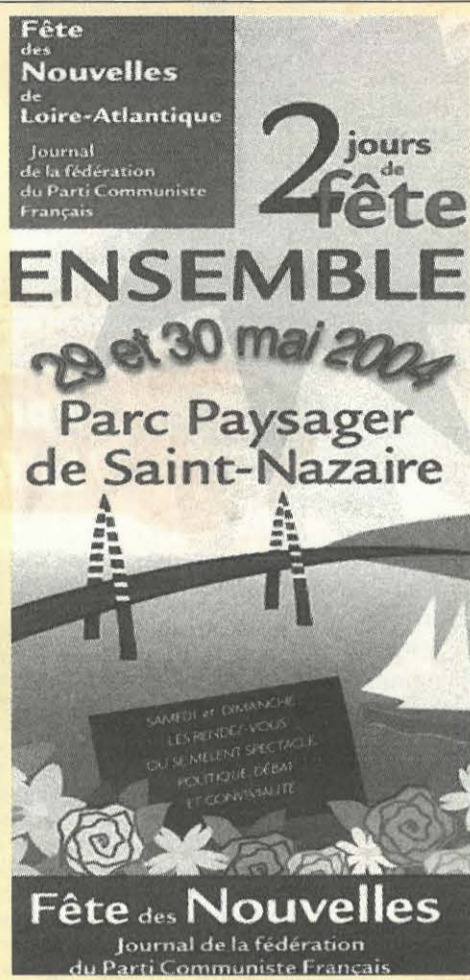
Attention amiante

C'est justement parce que les pouvoirs publics n'ont pas poussé ce cri d'alarme quand il le fallait, que 3 000 personnes meurent chaque année en France des suites de la respiration d'amiante au travail et que ce sera au total 100 000 décès qui seront comptabilisés à la fin de l'épidémie. Représentant quelque 2 700 adhérents sur le département, l'ADDEVA (Association Départementale de Défense des Victimes de l'Amiante) tenait mi-avril son Assemblée générale à Saint-Nazaire pour faire le point de son action et envisager les suites à lui donner. C'est devant 1 000 participants que Roland HOTTELARD, Président de l'Association s'est félicité de la création du fond d'indemnisation des victimes qui améliore des temps d'attente en vue des indemnisations mais qui ne permet pas encore d'obtenir une juste réparation des dommages causés. Pour les responsables de l'Association, cette épidémie aurait pu être évitée si les pouvoirs publics avaient pris leurs responsabilités. "Ce n'est pas en tant qu'employeur que cette responsabilité doit être posée, précise-t-il, mais bien en tant que garant de la santé publique." L'avocat de l'Association déclarant que les responsables de cette catastrophe devraient être traduits devant la cour pénale au même titre que pour le sang contaminé. L'Assemblée générale de l'ADDEVA souhaite que cette affaire serve de leçon en terme de prévention des risques professionnels mais regrette qu'il n'en est rien quand on sait que les entreprises continuent dans la même voie. Faut-il montrer que les sanctions coûtent plus cher que la prévention pour qu'enfin les problèmes soient pris par le bon bout ?

Les élections européennes et les 100 ans du journal l'Humanité au cœur de la Fête des Nouvelles 2004

Les deux événements marquants de l'actualité politique de ce printemps 2004 que sont les élections européennes et le centenaire de l'HUMANITE, seront au cœur l'édition 2004 de la Fête de notre journal. En effet, elle se déroulera quelques semaines après l'anniversaire du journal de JAURES qui fut créé le 18 avril 1904 et à quinze jours du scrutin des européennes qui va renouveler l'Assemblée de Bruxelles.

Bien évidemment, le contour de la Fête, des activités ciblées, des initiatives précises, permettront de marquer ces deux événements que les prochains numéros de notre journal dévoileront au fur et à mesure des décisions prises par les cellules, les sections et la Fédération.



Une diffusion de la vignette à la hauteur des enjeux

Après le résultat des élections cantonales et régionales, le refus exprimé par les Françaises et Français de la politique de la droite et du MEDEF, face aux nouvelles responsabilités de la gauche qui dirige maintenant notre département et notre région et particulièrement celles des communistes qui participent aux exécutifs avec des Vice présidents, la Fête des "Nouvelles" doit en être l'expression d'un Parti Communiste qui bouge et décide de faire bouger la politique.

Les vignettes, bons de soutien, au prix de 5 _ (comme l'an passé) donnant le droit à l'entrée gratuite sur la Fête durant les deux jours, sont dès à présent à la disposition des militantes et militants du Parti Communiste dans l'ensemble du département.

De leur diffusion massive dépend en grande partie la réussite de la Fête. C'est pourquoi, nous devons cette année, attacher une attention particulière à sa diffusion.

Comment entreprendre de larges initiatives de porte à porte, de rencontres avec toutes ces personnes que nous avons côtoyées durant les récentes campagnes électorales, qui ont signé les appels à voter, qui ont soutenu nos candidats, avec qui nous avons noué des relations ? Comment décider d'aller vers tous les Communistes sans exception pour leur proposer la vignette et leur participation à la Fête ?

Nous sommes maintenant à 6 semaines environ de l'ouverture du Parc Paysager de Saint-Nazaire à notre Fête. C'est beaucoup de temps mais aussi, peu de temps, pour prendre des dispositions d'action de diffusion de la vignette et pour les mettre en œuvre. C'est pourquoi, dans un élan de mobilisation et de soutien au journal, nous vous proposons à vous, lecteur des "Nouvelles" militant, adhérent ou non du Parti Communiste d'être un des artisans de l'évènement politique que peut représenter la "Fête des Nouvelles" les 29 et 30 mai prochains.

Quelques idées pour une diffusion massive de la vignette

* Chaque section du Parti dans le département est en possession de vignettes. Il vous suffit de vous adresser à votre secrétaire de section pour en avoir à votre disposition.

* Vous n'avez pas de vignettes pour vous, pour en diffuser autour de vous : un coup de fil au 02 40 35 03 00 et vous serez satisfait par retour du courrier.

* Votre voisin, votre collègue de travail peut être un visiteur de la Fête, le meilleur moyen de le retrouver au Parc Paysager est de lui proposer la vignette.

* Vous savez que la diffusion de la vignette pour des raisons diverses, n'est pas engagée dans votre cité, dans votre commune, dans votre entreprise, prévenez nous afin d'y remédier plutôt que d'attendre sans résultat.

Le 1^{er} voile du contenu de la Fête se lève

Les 100 ans de l'Huma

A l'occasion du centenaire du journal l'HUMANITE, plusieurs initiatives d'importance sont prévues :

- Un grand banquet du centenaire avec la présence de responsables du journal, se déroulera le samedi à partir de 20 heures. Cette soirée à laquelle sont conviés les lecteurs, diffuseurs, amis de l'HUMANITE mais au-delà tous celles et ceux que veulent commémorer cet événement, se tiendra sous chapiteau et se terminera par une soirée dansante animée par un orchestre. Les conditions de participation et de réservation seront communiquées dans notre prochaine édition.

*Une magnifique exposition réalisée nationalement par le journal sera présentée lors de la Fête vous fera traverser le 20^{ème} siècle au travers les photographies représentant les principaux événements qui ont marqué notre histoire contemporaine.

*Un débat sur les 100 ans du quotidien communiste sera organisé le samedi après midi avec la participation de responsables du journal et de la société des lecteurs. " Cent ans de témoignages de l'actualité et quelles perspectives pour le journal communiste de Jaurès ? "

La Fête : un événement politique

La présence sur notre Fête de Patrick LE HYARIC, Directeur du journal l'HUMANITE marquera par plusieurs initiatives, la partie politique avec notamment le meeting du

dimanche après midi où les questions de la place du Parti Communiste Français dans le paysage politique de notre pays, après les élections cantonales et régionales à la veille des élections européennes, sera posée.

" En direct avec la presse " le dimanche en fin de matinée sera cette année encore par la pertinence des questions des journalistes de la presse régionale, un moment politique fort du week-end.

Côté gastronomie

Comme à l'habitude, la variété, la qualité et le nombre de stands gastronomiques et de dégustation permettront aux visiteurs de la Fête d'assurer leur restauration.

Côté spectacle

Gardons encore pour quelques jours, le voile sur le spectacle qui vous sera proposé le dimanche après midi. Il se veut jeune, dynamique et ne laissera, c'est certain, personne, indifférent. Pour mettre dès à présent l'eau à la bouche de nos lecteurs, sachez que nulle part ailleurs, on ne vous proposera un tel concert pour 5 euros. Que les choses soient dites.

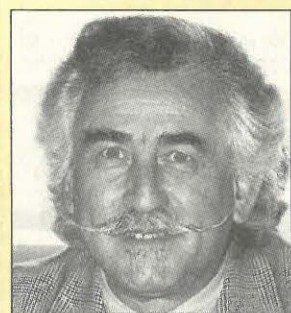
Côté animation et convivialité

De nombreux stands sont déjà annoncés pour assurer aujourd'hui la réussite de la Fête. En direction des jeunes et des plus



jeunes avec des jeux et des animations gratuites. Et pour tous, des stands abordant des aspects festifs, la gastronomie locale, des jeux, concours, et autres surprises qui vous permettront de passer un agréable moment.

**Marc Justy Président de l'ADECR :
Les électeurs ont choisi le progrès social**



Marc JUSTY Président de l'ADECR

Les électeurs de notre département ont rejeté la droite qui détenait le Conseil général de Loire-Atlantique et le Conseil régional des Pays de la Loire. Le gouvernement Raffarin et le Président de la République ont été sévèrement désavoués pour leur politique désastreuse conduite depuis 2001.

Trois Conseillers régionaux Michèle PICAUD, Gilles BONTEMPS et Hubert DELAHAIE élus de notre département, participeront dans le cadre de la majorité de gauche à l'exécutif régional comme Jean Louis LE CORRE, Conseiller général du Canton de Montoir, devenu Vice-Président du Conseil général.

Les électeurs ont exprimé leur colère et leur souffrance. C'est d'abord leur victoire et un appel pour que les élus et notamment les

Elus Communistes et Républicains contribuent avec eux à faire émerger des solutions qui changent leur vie quotidienne. C'est un vote qui donne de fortes responsabilités à la Gauche face à un Parlement et un Gouvernement dominés par la droite libérale.

La priorité des Elus Communistes et Républicains à la Région et au Conseil général est d'être là où la souffrance sociale s'exprime et à l'écoute du mouvement revendicatif indispensable à la construction d'une alternative. Nous souhaitons, partout, construire des rassemblements sur des bases antilibérales.

Les électeurs nous ont fait savoir qu'ils attendaient de nous, des perspectives nouvelles à construire avec eux. Les Elus communistes de la Région des Pays de la Loire et du Conseil général de Loire-Atlantique, mais aussi les Elus Communistes et Républicains élus des communes contribueront, avec le mouvement social et citoyen, au lien avec les institutions. Il s'agit de franchir une nouvelle étape de la démocratie pour que nos concitoyens ne soient pas dessaisis de leurs choix.

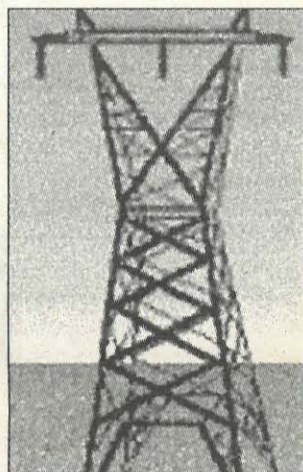
Conseil général : Jean-Louis LE CORRE, Vice-Président

Jean-Louis LE CORRE est devenu Vice-Président du Conseil général de Loire-Atlantique.

Conseiller général du Canton de Montoir-de-Bretagne, il a été désigné **Président de la Commission " Droit au logement "** et membre de la Commission permanente.

Répondre aux besoins en énergie électrique de la région nazairienne

Roger DAVID, Maire de Saint-Malo-de-Guersac et Michel GUEGAN, représentant de Montoir-de-Bretagne, ont estimé nécessaire qu'EDF construise la ligne à Très Haute Tension (THT) lors du Comité local autonome sur le renforcement de la ligne électrique Pontchâteau-Guersac. Ils considèrent que " **l'augmentation de 2% de la consommation d'électricité par an et la progression de la population de 5,3% à l'intérieur des terres et de 13,6% sur le littoral de 1990 à 1999, justifient sa construction dans le respect de l'environnement et des paysages "**.



Les élus communistes avec les salariés d'EDF-GDF

Le jeudi 8 avril dernier à Nantes, une délégation de l'ADECR 44 (Gilles BONTEMPS, Claude CONSTANT et Michel LUCAS) s'est rendue à la manifestation des électriciens et gaziers en lutte pour s'opposer à la privatisation de leur entreprise envisagée par le gouvernement. La présence des élus communistes, signalée par les représentants syndicaux, a été chaleureusement saluée par les manifestants.



Nantes Métropole

Coût des transports en commun dans l'agglomération nantaise

Une nouvelle fois, les élu(e)s communistes de Nantes Métropole dénoncent la tendance à faire payer l'évolution du coût des transports publics urbains par les seuls usagers. D'autres sources de financement existent. Parlons-en !

Après l'ASS, des menaces pèsent sur la gratuité des transports en commun pour les chômeurs.

Daniel FROUIN, délégué communautaire communiste, sans refuser d'examiner l'argument de fraudes exponentielles annoncées, dénonce cette nouvelle mesure proposée.



Nantes

Coupures d'électricité et expulsions

Lors du vote d'une subvention exceptionnelle en faveur des " restaurants du cœur ", au Conseil municipal, Annick MARTIN, élue communiste, a réitéré la demande faite, fin 2003, d'intervenir auprès d'EDF afin qu'aucun foyer ne subisse l'humiliation des coupures d'électricité.

De plus, elle a souhaité que la Mairie de Nantes, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres villes de la région parisienne, prenne un arrêté interdisant les expulsions.

Projet de télévision locale porté par l'Association Télénantes

Raymond LANNUZEL a réaffirmé que pour les élu(e)s communistes il s'agissait d'une mission de service public. Il a, à ce propos, regretté que le service public n'en définisse pas le cadre avec la collectivité.

Le fait par ailleurs, que cette chaîne hertzienne soit partagée avec une télévision commerciale exploitée par une agence de communication, Alphacom, ne manque pas d'interroger sur sa pérennité.

AGENDA

- 27 avril : conseil communautaire de la CARENE
- 30 avril : Conseil communautaire de Nantes-Métropole
- 30 avril : Conseil Régional

Ça se passe chez nous

LES RECALULÉS OBTIENNENT JUSTICE



Justice pour les chômeurs

Le Tribunal de Grande Instance de Marseille vient de donner raison aux " recalculés " qui s'étaient vus du jour au lendemain, retirer leur droit à toute indemnité. Le régime d'assurance chômage est condamné à réintégrer les chômeurs dans leurs droits à indemnisation et à leur verser une somme pour préjudice moral. C'est ainsi que les conséquences de l'accord signé par quelques syndicats réformistes dont la CFDT et qui avait ensuite été approuvé par le gouvernement Raffarin, tombe à l'eau. Ce sont 800 000 chômeurs dont 265 000 dès le 1er janvier 2004, souvent parmi les plus en difficulté, qui peuvent maintenant espérer retrouver leurs droits. En effet, dans la plupart des grandes villes de France dont Nantes et Saint-Nazaire, de nombreuses procédures judiciaires ont été engagées par les chômeurs et leurs organisations, permettant ainsi de lever un formidable espoir pour reconquérir les droits spoliés.

Cette " affaire " des recalculés était en effet vécue très difficilement par les chômeurs, bien sûr, mais également par l'ensemble du monde du travail, vivant dans une douleur incommensurable, individuelle et solitaire. Cette injustice sociale qui avait plongé des milliers de familles dans le désarroi, n'avait pu être ignorée par le Président de la République qui, au lendemain de la déroute électorale était obligé de reconnaître les difficultés rencontrées par les chômeurs. De là à modifier sa politique... C'est une autre chose, si l'on se réfère aux premières déclarations officielles du MEDEF, de certains ministres ou de syndicalistes signataires de la convention avec l'UNEDIC, qui persistent dangereusement dans leur stratégie de faire payer aux allocataires, des choix politiques pour lesquels ils n'ont aucune responsabilité.

Les origines de cette situation

La Convention UNEDIC signée en décembre 2002 par 3 syndicats, la CFDT, la CFTC et la CGC, est basée sur le déficit grandissant de l'assurance chômage qui amène un durcissement des conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi (mieux vaut faire payer les chômeurs que les patrons). C'est ainsi que les demandeurs d'emploi se sont vus pénaliser en terme de durée d'indemnisation alors qu'ils avaient signé dans le cadre du PARE (plan d'aide au retour à l'emploi), des conditions de versements en montant et en durée.

Les effets de la signature de cette convention, donc des nouvelles règles d'indemnisation, se sont faits sentir dès le 1er janvier 2004 date à laquelle 265 000 chômeurs se sont vus supprimer, malgré leur engagement personnel, leur indemnités qui pouvaient être maintenues suivant les cas, pendant plusieurs mois (souvent 7 mois).

Il s'agit donc bien, ce qu'a confirmé le tribunal de Marseille, d'une rupture unilatérale d'un contrat signé entre le salarié privé d'emploi et l'UNEDIC, la rupture étant de la responsabilité de l'organisme qui est donc, à ce titre, condamné.

Quelques réactions

Côté syndical :

Pour la CGT, ce jugement est une belle victoire des chômeurs, juste, socialement souhaitable parce que les " recalculés " vont être réintégrés dans leurs droits. La question, exprime Jacqueline LAZARRE, n'est pas de renégocier une convention et de poser une fois de plus un emplâtre sur une jambe de bois. Le régime d'assurance chômage en France est à bout de souffle. Si négociation il y a, elle doit avoir pour objet une réforme fondamentale du système d'indemnisation...

Pour la CFDT signataire de l'accord UNEDIC c'est un autre son de cloche car, pour Michel JALMAIN, le jugement de Marseille pose d'énormes problèmes quant à la pérennité du système d'assurance chômage. Nous avons en France, déclare-t-il le meilleur système d'assurance chômage et il serait dangereux d'ouvrir une boîte de Pandore qui viserait pour certains, à remettre en cause le système lui-même... Une vraie prouesse dans le réformisme...

Pour FO, par la voix de son Secrétaire général, ce jugement montre bien que la réduction des droits des chômeurs, n'était pas acceptable, ni justifiable. Cela remet aussi le dossier dans l'actualité même si l'UNEDIC fait appel au jugement.

Côté politique :

Pour le PCF : le 28 mars, le jugement du TGI de Marseille est une très grande victoire pour des milliers de chômeurs qui ont perdu tout revenu du jour au lendemain. Justice a été rendue face à une mesure injuste et inhumaine. La balle est à présent dans le camp du Premier Ministre. Le Parti communiste demande l'abrogation des mesures de radiation pour tous les chômeurs et le remboursement des sommes dues. C'est une question de justice, le gouvernement doit réparer ce qu'il a fait subir à des milliers de familles.

Pour le PS : La décision des juges démontre l'illégalité de la décision unilatérale du gouvernement de radier près de 800 000 personnes dont 265 000 dès le 1er janvier, de leurs droits à l'indemnité chômage qui n'est qu'une contrepartie de leurs cotisations. Le Parti socialiste réclame que le gouvernement organise une nouvelle négociation sur le régime d'indemnisation du chômage.

Agenda

Vendredi 23 avril

Rencontre amicale des salariés des Transports, de la SNCF et du Port avec les 3 Conseillers régionaux communistes de Loire-Atlantique au restaurant le " Carnivore " à Nantes à 18 heures 30. Prière de vous inscrire auprès de la Fédération.

Samedi 24 avril

Le Comité départemental du Souvenir tiendra son Assemblée générale annuelle à 8 heures 30, salle Dagorne (face à la place centrale) à Sainte-Luce.

Jusqu'au 15 mai

une exposition sur les femmes dans la société est visible à la bibliothèque Paul Eluard, 32 avenue des Plantes à Saint-Herblain.

29 et 30 mai

Fête des " Nouvelles " au Parc Paysager de Saint-Nazaire.

Abonnez-vous
aux Nouvelles
10 euros
pour l'année

Vous recevrez les Nouvelles, vous appréciez son contenu.
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

Une date à retenir
29 et 30 mai
Fête des Nouvelles
Parc Paysager de Saint-Nazaire